

Affaires courantes

[Français]

Ce processus de consultation donnera lieu à toute une gamme d'opinions et de points de vue et permettra d'assurer que le programme de logements publics continue de répondre aux besoins des personnes à faible revenu.

• (1110)

[Traduction]

La publication de ce rapport est un autre exemple de l'engagement du gouvernement fédéral à gérer efficacement nos ressources et à veiller à ce que les Canadiens soient bien logés.

Nous nous efforçons de relever les défis non seulement d'aujourd'hui mais des années 1990 et même au-delà. Nous pourrions ainsi non seulement améliorer les logements sociaux déjà construits, mais aussi, espérons-le, utiliser ces ressources pour augmenter tout le parc d'habitations peut-être dans le cadre de coentreprises en collaboration avec le secteur privé.

J'attends beaucoup de ce processus de consultation. Je suis certain que tous les Canadiens sont comme moi.

M. Joe Fontana (London-Est): Monsieur le Président, je remercie le ministre de sa déclaration, mais en toute franchise il est vraiment lassant d'écouter le ministre faire, au sujet de l'habitation, toutes sortes de belles déclarations vides de sens qui ne renferment ni réponses ni mesures concrètes.

Il est manifeste que lorsqu'un gouvernement manque d'esprit d'initiative, de prévoyance et de détermination et qu'il ne porte pas à une question donnée l'intérêt voulu, il réclame de nouvelles enquêtes, études et évaluation. Bref, il souhaite consulter davantage. Or, le Canada a besoin de réponses et non d'autres questions.

Une évaluation de ce genre est utile, car elle permet de se pencher sur les préoccupations et les opinions des gens qui bénéficient des programmes de logements sociaux, mais le gouvernement se doit de toujours prêter l'oreille à ce que disent les gens mêmes qu'il tente d'aider. Une évaluation de la qualité du parc d'habitations est également nécessaire pour savoir si le programme en question répond aux besoins des Canadiens en leur offrant des logements satisfaisants.

La lacune de cette évaluation, cependant, c'est qu'elle n'examine pas si le programme des logements sociaux lui-même est satisfaisant. Depuis un an, les Canadiens reçoivent un déluge de renseignements au sujet de la

montée en flèche du coût des logements et des loyers et du terrible manque de logements à des prix abordables.

Les gouvernements provinciaux et municipaux, les administrateurs des programmes de logements sociaux, les groupes à but non lucratif et coopératifs et le secteur privé, sans parler des milliers de Canadiens qui sont sur des listes d'attente, veulent des mesures concrètes et non plus d'études.

Le ministre a déjà cherché à nous avoir au sentiment en nous racontant que le ministre des Finances et ses services ont sabré dans son budget et les programmes de logement. Le résultat, c'est que le gouvernement fait encore moins dans le secteur de l'habitation à l'heure actuelle.

Quelles ont été les initiatives du gouvernement jusqu'à maintenant? Il a supprimé le Programme d'aide à la remise en état des logements, qui permettait la rénovation de nos logements vieillissants; il a réduit le nombre des logements sociaux et coopératifs; il a imposé un plafond au prix des immeubles et des maisons à logements multiples et enfin, il pratique une politique de taux d'intérêt élevés qui portera un coup fatal à la construction de logements.

Quand le ministre et son gouvernement vont-ils se manier le train, cesser de parler des problèmes de logement et commencer à prendre des mesures concrètes, afin de résoudre ces problèmes? Pourquoi le ministre n'organise-t-il pas une conférence nationale sur l'habitation à laquelle participeraient tous les secteurs et tous les gouvernements concernés, afin de régler la crise du logement? Comment pouvons-nous tous collaborer, afin de relever les défis qui se posent dans le secteur de l'habitation dans l'intérêt des Canadiens à l'heure actuelle et à l'avenir?

M. Jim Karpoff (Surrey-Nord): Monsieur le Président, j'éprouve presque de la gêne pour le ministre d'État chargé de l'Habitation. Alors que le Canada fait face de plus en plus à une crise en ce qui concerne les logements à prix abordable, le ministre nous rebat les oreilles de sottises platitudes admiratives devant les prétendues réalisations du gouvernement actuel en ce domaine.

Il s'enorgueillit en quelque sorte de ce que le Canada se soit doté en près de 40 ans de 205 000 logements sociaux. Cela équivaut à 5 000 par an. Cependant, il n'a pas osé parler de la situation qui prévaut depuis 1985, soit depuis que le gouvernement refuse d'assumer ses obligations en ce domaine.

La plupart des pays industrialisés veillent à ce que le quart de leur parc d'habitations soit des logements subventionnés. Au Canada, cette proportion n'est que de 4 p. 100. Même à Hong Kong, elle est de 40 p. 100. Il s'est